

Consortium de Solidarité avec Madagascar

⋮

> 08. « Dans quel sens Madagascar va-t-il être mangé ? »

- Société civile de Madagascar / Plateformes et réseaux - > 02. CCOC_Collectif des citoyens et des organisations citoyennes -



Publication le mercredi 28 avril 2010

Fichier PDF créé le jeudi 18 octobre 2018

madagascar-tribune.com

Protocole d'accord entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana Fara Pierre Bernard : « **Dans quel sens Madagascar va-t-il être mangé ?** » mardi 27 avril 2010

<http://www.madagascar-tribune.com/Fara-Pierre-Bernard-Dans-quel-sens,13941.html>

« Dans quel sens Madagascar va être mangé ? », s'est demandé Fara Pierre Bernard, la porte-parole du Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC), lors de la conférence de presse tenue dans l'après-midi de ce lundi 26 avril 2010, à Tsiadana. Cette question résulte du mystère qui tourne autour du supposé protocole d'accord établi par la France et l'Afrique du Sud, pour la résolution de la crise malgache actuelle. Les membres du CCOC, dont Fara Pierre Bernard, s'inquiètent à propos du contenu de ce protocole d'accord. Ils craignent que ce protocole ne soit pas fait dans l'intérêt de la population malgache. Les membres du CCOC craignent même que ce protocole ne soit fait pour mettre la corde au cou de la population malgache. D'où la question, dans quel sens Madagascar va-t-il être mangé.

Le CCOC salue la décision des principales mouvances politiques de se rendre à Pretoria pour trouver une solution de sortie de crise. « Point n'est besoin de rappeler qu'il est urgent de s'acheminer, enfin, vers une solution consensuelle et inclusive, compte tenu de la gravité de la situation socio-politique » ont affirmé les membres du CCOC ce lundi.

Initiatives

La multiplication des initiatives appelant à la résolution de la crise confirme que toutes les forces vives s'accordent sur ce constat. Le CCOC réaffirme que pour être durable, la solution doit être consensuelle, et il demande à la communauté internationale de respecter la stricte impartialité et de se garder de toute solution préétablie. Un minimum de transparence est requis en respect de la population qui doit être associée au processus, a fait comprendre le CCOC.

Il est notamment regrettable pour le CCOC que des représentants de la société civile n'aient pas été invités à participer à la rencontre de Pretoria, comme à toute négociation de résolution de crise pour le pays, qu'elle ait lieu localement ou à l'extérieur. Pour le CCOC, les politiciens n'incarnent pas nécessairement l'intérêt national et l'intérêt de la population pour laquelle la société civile est mandatée.

La population a atteint les limites du supportable, avoue le CCOC. Il est impératif que la réunion de Pretoria débouche sur une solution définitive. C'est ainsi que le CCOC appelle la communauté internationale à mettre en place toutes les garanties d'application de cet accord. En cas d'échec de la rencontre de Pretoria, le CCOC prendra acte, déclare la porte-parole, Fara Pierre Bernard qui n'a pas donné davantage de précisions.

Recueilli par Rakotoarilala Ninaivo